



... AUX USAGERS ... A LA POPULATION

ENSEMBLE, POUR UNE POLITIQUE DES TRANSPORTS REPONDANT AUX BESOINS :

DE MOBILITE, D'ENVIRONNEMENT, D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE RECONQUETE INDUSTRIELLE !!

Les transports sont au centre de l'économie, du développement économique ou pas des territoires, des questions environnementales, structurants ou destructurants pour la société, suivant la façon dont on les fait évoluer.

Quels que soient les modes, ils sont votre quotidien !

Et c'est, certainement pour cela qu'ils font - régulièrement- la une de l'actualité au travers de scandales aux lourdes conséquences financières pour le citoyen contribuable à l'image de l'abandon de l'écotaxe ou encore les profits juteux des autoroutes.

Ils ont été aussi au cœur de divers conflits comme à la SNCF, à la SNCM ou à Air France. **Des conflits scandaleusement dénigrés, sans doute pour en masquer le sens même.** Ces conflits avaient tous un point commun : l'intérêt **général, en opposition au dumping social qui sévit dans les transports, précurseur de la politique low cost** (bas coût) qui lamine les emplois, les précarise, démantèle les organisations du travail, développe et amplifie la sous-traitance.

Des politiques qui éclatent les entreprises intégrées, conduisent à la privatisation, à la mise en concession et, au final, c'est l'utilisateur qui est le perdant car ce bas coût assure un service dégradé car réduit au strict minimum, **y compris la sécurité !!** Toute option devient payante pour qui veut un service en plus !

Il faut arrêter cette machine à broyer les emplois, les conditions sociales des salariés et qui menace l'avenir du service public !

Cette logique du « bas coût », c'est « perdant/perdant » pour les salariés et les usagers et « gagnant/gagnant » pour les actionnaires et le capital ! Faut-il rappeler que le modèle low cost vit avec l'argent du contribuable au travers du financement de certaines collectivités ? Pendant ce temps, l'hémorragie de l'emploi dans les transports s'amplifie (ferroviaire-fluvial-aérien-maritime-transport routier marchandises-entretien des routes ...) !!

Dans une période où les enjeux environnementaux et sociaux, liés aux transports, sont cruciaux et auraient dû être pris en compte dans la loi de transition énergétique (ce qui est loin d'être le cas), l'Etat a fait adopter la réforme ferroviaire qui fragilise - encore plus - l'entreprise nationale SNCF ; avec des effets qui ne se font pas attendre (fermeture de lignes, fermetures de centaines de guichets, suppression de contrôleurs sur les TER ...).

Par contre, on propose de déréglementer le transport routier de voyageurs (cars) pour les mettre en concurrence avec les trains au risque de supprimer les dessertes Intercités et trains d'équilibre du territoire et amplifier un dumping social dont on connaît les ravages dans les transports marchandises.

Les coûts externes (usage des infrastructures, pollution, nuisances sonores, congestion routière, accidentologie ...) qui représentent plus du tiers du coût du transport routier (voyageurs-marchandises) doivent être pris en compte dans le coût réel du transport **et non plus être payés par le contribuable.**

Mais où sont les promesses de report modal, quand le Fret –à la SNCF- est à un point historiquement bas et que le fluvial stagne ?

Avec l'abandon définitif de l'écotaxe, ce nouveau renoncement va avoir de lourdes conséquences sur le financement des infrastructures –*déjà mis à mal depuis le désengagement de l'Etat (ferroviaires-fluviales-routières-transport de proximité : tramway, métro, RER...)* et conduit à de nouvelles privatisations et

concessions de routes nationales, devenant ... payantes !

Et, pendant ce temps, les sociétés d'autoroutes font des profits colossaux-9 milliards € de chiffre d'affaire en 2013 - posant la question des renationalisations des autoroutes concédées en 2005. L'enterrement de l'Ecotaxe est un véritable scandale financier car, au-delà du manque à gagner de 800 millions €, l'Etat va devoir indemniser –à hauteur d'un milliard €- la société «Ecomouv» en charge des portiques. **C'est le contribuable qui va payer cette gabegie financière pendant que pèse la menace de licenciements pour les salariés d'Ecomouv et 130 emplois des douanes vont être réorganisés.**

Nous disons : ça suffit !

➔ **Pour la CGT, il n'y a pas d'avenir économique, social, environnemental et pour un véritable report modal si nous ne sortons pas de cette pensée dominante dont les maîtres mots sont : compétitivité, concurrence, dumping social, coût du travail ... alors que nous avons besoin de : complémentarité, multimodalité, maîtrise publique et Services Publics pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux.**

Il faut rendre les transports urbains et interurbains accessibles, notamment en revenant à une TVA à 5% pour les transports publics et arrêter les fermetures de lignes ferrées dans les territoires.

Il faut étendre le Versement Transport –payé par les entreprises- à toutes les régions et à toutes les entreprises (premières bénéficiaires de ces transports collectifs pour leurs activités) afin d'améliorer la qualité des transports, renforcer et développer les infrastructures.

Dans le même temps, arrêtons de créer de nouveaux besoins de transports liés à une urbanisation croissante de nos villes rejetant, toujours plus loin, les populations précaires et imposant toujours plus de mobilité. En ce sens, les effets de la métropolisation et de la réforme territoriale en projet vont amplifier ce phénomène ; entraînant des déplacements de population, désertifiant de plus en plus de territoires... Les temps de transports journaliers sont en augmentation !

Pouvoir se loger décemment, à proximité de son lieu de travail, est un véritable enjeu de politique publique d'urbanisme et de transport, notamment d'accès aux réseaux de transports collectifs et aux logements.

Il faut arrêter de développer les hyper concentrations de lieux de travail, souvent le fruit de délocalisations imposées, complètement déconnectées de l'habitat et des lieux de vie.

TOUS ENSEMBLE !

Salarié-e-s des transports et infrastructures, Usagers, Populations ...

AGISSONS

... POUR UN VERITABLE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORT, ACCESSIBLE A TOUS ET PERMETTANT UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET UN AMENAGEMENT HARMONIEUX DES TERRITOIRES

Toutes ces questions et ces enjeux sont au cœur de la mobilisation des salarié-e-s des transports et infrastructures

Le mardi 04 NOVEMBRE 2014